Fondation Jean Jaurès

International

SORTIR DE L'IMPASSE À GAZA : UNE STRATÉGIE ALTERNATIVE POUR METTRE FIN À LA GUERRE

Tammy Caner, Udi Dekel, Ofer Guterman, Meir Kraus, Anat Kurz, Kobi Michael, Yohanan Tzoreff, Ofir Winter

28/08/2025

Alors que la guerre dans la bande de Gaza se poursuit, la légitimité internationale d'Israël s'érode, sa réputation se détériore, l'armée israélienne s'épuise et les divisions au sein de la société israélienne s'accentuent. Pour sortir de cette impasse, il faut un changement de paradigme qui dépasse la vision étroite des deux seules options telles que définies par le Premier ministre Benjamin Netanyahu : soit une occupation totale de la bande de Gaza, soit la capitulation devant le Hamas, qui resterait au pouvoir, en échange de la libération des otages. Pour Kobi Michael, Udi Dekel, Ofer Guterman, Yohanan Tzoreff, Meir Kraus, Anat Kurz, Ofir Winter et Tammy Caner, chercheurs à l'INSS[1], il existe, toutefois, une autre option, qui combine les dimensions militaires et politiques, et tire parti du consensus régional et international existant sur la nécessité de mettre fin au règne du Hamas à Gaza, de désarmer l'organisation, de l'exclure de toute gouvernance future et de démilitariser la bande de Gaza. Cette alternative proposée intègre également l'impératif raisonnable – et moral – pour l'État d'Israël d'obtenir la libération de tous les otages.

Suite à la décision prise le 7 août dernier par le Cabinet de sécurité, l'armée israélienne se prépare à occuper la ville de Gaza et les zones de la bande de Gaza encore contrôlées par le Hamas[2]. Selon la plupart des estimations, l'armée israélienne aura besoin de plusieurs semaines pour préparer ses forces à cette opération, qui pourrait prendre des mois avant d'aboutir à la prise de contrôle totale de Gaza. Parallèlement, l'armée israélienne prévoit l'évacuation de la population civile du nord de la bande de Gaza. Bien que les responsables du Hamas aient annoncé leur intention de revenir à la table des négociations, comme l'ont affirmé leurs porte-parole, afin d'empêcher l'offensive prévue par Israël, les divergences fondamentales entre les positions d'Israël et du Hamas paraissent insurmontables. Il est donc peu probable qu'un accord définitif soit conclu. Comme l'a déclaré le Premier ministre Netanyahu, un tel accord doit impliquer le désarmement du Hamas, la libération de tous les otages israéliens détenus par l'organisation et la démilitarisation complète de Gaza,

dont la sécurité relèverait de la responsabilité renforcée d'Israël.

Ainsi, après presque deux ans de combats, Israël se trouve dans une impasse stratégique. Malgré des résultats impressionnants et significatifs dans la lutte contre le Hamas et dans la suppression de sa capacité à fonctionner comme une armée terroriste organisée, Israël n'a pas réussi à atteindre les objectifs déclarés de la guerre : l'éradication complète du régime du Hamas, la destruction totale de ses capacités militaires, la création de conditions propices à la libération de tous les otages, vivants ou morts, et un changement fondamental dans la réalité sécuritaire de la bande de Gaza. Qui plus est, avec le temps, la légitimité internationale d'Israël s'érode et son statut dans le monde est en déclin. On assiste de plus à l'épuisement de l'armée israélienne qui vient s'ajouter au fossé social et politique qui se creuse au sein d'Israël, avec des tensions croissantes entre ceux qui exigent la libération immédiate de tous les otages « ici et maintenant, à tout prix » et ceux qui s'opposent à une telle approche. Il en résulte un manque d'unité interne en Israël, une unité qui est essentielle pour pouvoir choisir une alternative stratégique viable et acceptable pour la majorité du « *mainstream* sioniste ».

Dans cette réalité complexe, sortir de cette impasse nécessite un changement de paradigme qui dépasse le cadre de pensée étroit qui considère qu'il existe uniquement deux options : soit une occupation totale de la bande de Gaza, soit un accord de libération des otages qui serait perçu comme une capitulation face au Hamas. Il existe en effet une alternative qui mérite d'être examinée et développée. Cette option repose sur une intégration sophistiquée des dimensions militaires et politiques, et s'appuie sur un consensus régional et international déjà large et solide : la libération de tous les otages, l'exclusion du Hamas de tout accord « pour l'après » à Gaza, le désarmement de l'organisation, la démilitarisation de la bande de Gaza et le principe fondamental selon lequel le contrôle civil à Gaza sera palestinien, tandis qu'Israël conservera une responsabilité accrue en matière de sécurité.

Les principaux éléments du plan alternatif proposé

1. Israël acceptera de mettre fin à la guerre et de redéployer ses forces militaires le long de la frontière, tout en conservant le contrôle du périmètre de sécurité et du corridor de Philadelphie, en échange de la libération de tous les otages en une seule fois. Le Hamas ne sera plus une entité gouvernementale ni impliquée dans la gouvernance de Gaza. Un mécanisme efficace sera mis en place pour assurer le désarmement du Hamas et garantir la démilitarisation à long terme de la bande de Gaza.

2. Israël assumera une responsabilité accrue en matière de sécurité afin de contrer les

menaces et d'empêcher la reconstruction d'infrastructures militaires et terroristes à Gaza. Cela nécessitera de préserver sa liberté d'action opérationnelle.

3. Une administration civile palestinienne sera mise en place, composée de technocrates – des professionnels qui ne sont pas affiliés au Hamas – et liée à l'Autorité palestinienne (AP). L'AP s'associera à l'Égypte, qui dirigera le processus de formation de l'administration technocratique, sous réserve de l'approbation d'Israël en matière de sécurité. Cette administration fonctionnera sous le parrainage et avec l'aide d'une force opérationnelle interarabe, dans l'esprit du plan égyptien visant à mettre fin à la guerre et à stabiliser Gaza, approuvé et adopté par la Ligue arabe en mars 2025.

4. Israël acceptera le fonctionnement de cette administration technocratique pendant une durée d'au moins un an, au cours de laquelle l'Autorité palestinienne aura la possibilité de s'organiser pour prendre le contrôle de Gaza, à la condition qu'elle puisse prouver qu'elle a engagé des réformes conduisant à des changements substantiels dans sa manière de fonctionner.

5. Une force de police palestinienne sera mise en place sans membre du Hamas. Elle sera entraînée en Égypte et en Jordanie, sous la supervision du coordinateur américain pour la sécurité. Cette force sera chargée de faire respecter la loi et l'ordre public à Gaza, et de sécuriser la distribution de l'aide humanitaire, avec le soutien du groupe opérationnel interarabe qui bénéficiera d'un soutien international et permettra un contrôle effectif du territoire et de la population.

6. Un mécanisme international/interarabe dirigé par l'Égypte sera activé pour désarmer le Hamas, désarmer les autres factions et démilitariser la bande de Gaza, dans l'esprit de l'initiative égyptienne et de ses principes, et comme indiqué dans la déclaration finale de la conférence qui a examiné l'initiative franco-saoudienne (juillet 2025). Cela signifie que le Hamas sera désarmé sous la supervision de l'Égypte, puis sous celle de l'Autorité palestinienne, conformément à la vision du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas : « Une seule autorité, une seule arme et une seule loi ».

7. La reconstruction de Gaza ne commencera qu'après la libération des otages israéliens détenus par le Hamas, qu'ils soient vivants ou décédés.

8. La progression de la reconstruction dépendra de la destitution du Hamas et de la mise en place d'un mécanisme de désarmement.

De plus, Israël acceptera de libérer des terroristes palestiniens qui ont été condamnés par un tribunal et sont emprisonnés en Israël, selon une formule à négocier. Les prisonniers seront remis à l'Autorité palestinienne et/ou à l'Égypte, mais pas au Hamas.

La logique derrière cette solution alternative est double. Premièrement, elle offre une chance raisonnable d'atteindre les objectifs de guerre sans occuper Gaza ni étendre la campagne militaire. Deuxièmement, elle reste pertinente même si seul un accord partiel sur la libération des otages est conclu, car elle définit l'état final nécessaire pour mettre fin à la guerre. Dans le même temps, cette option permet à Israël de maintenir ses lignes rouges : démanteler le Hamas, l'exclure de tout accord « pour l'après » à Gaza, obtenir la libération de tous les otages, et maintenir une responsabilité accrue d'Israël en matière de sécurité. Si le Hamas faisait échouer cette initiative, Israël serait en mesure de mobiliser la légitimité nationale et internationale pour relancer une opération militaire visant à démanteler le Hamas, y compris *via* l'option d'une occupation complète de Gaza.

On estime qu'un contrôle civil palestinien efficace à Gaza n'est pas faisable sans l'implication et le soutien de l'Autorité palestinienne. Sa participation est essentielle pour mobiliser des partenaires arabes actifs dans la stabilisation et la démilitarisation de Gaza, ainsi que pour obtenir le soutien international nécessaire à la mise en œuvre de l'alternative proposée. Cependant, son implication ne signifie pas un retour immédiat à Gaza, ni une voie directe vers la création d'un État palestinien. L'Autorité palestinienne devra d'abord entreprendre des réformes importantes, tandis qu'une administration technocratique gouvernera Gaza pendant la période de transition. Ce n'est qu'après la stabilisation de la bande de Gaza et la mise en œuvre des réformes nécessaires au sein de l'Autorité palestinienne que des dispositions pourront être prises pour son retour effectif à la tête de la gouvernance de Gaza.

Si le Hamas fait échouer le cadre proposé, ou retarde les négociations sur ses détails, Israël sera alors libre de démanteler l'organisation et de poursuivre les objectifs déclarés de la guerre de la manière qu'il jugera bon, avec cette fois-ci de meilleures chances de mobiliser la légitimité régionale, internationale et nationale. Une telle légitimité sera possible si Israël peut démontrer qu'il a sincèrement épuisé toutes les autres voies possibles pour mettre fin à la guerre et obtenir la libération des otages.

Bien qu'il aurait été préférable que l'alternative proposée, avec ses dimensions opérationnelles et politiques, soit élaborée en coulisses, les contraintes de temps ne le permettent pas. Israël devrait donc coordonner étroitement les détails et la mise en œuvre de cette alternative avec les États-Unis, l'Égypte, l'Arabie saoudite et l'Autorité palestinienne. Étant donné qu'il existe un large

consensus sur la nécessité de démanteler le Hamas et de l'exclure de tout accord « pour l'après » à Gaza, les négociations devraient être menées avec l'Égypte et l'Autorité palestinienne, qui devront imposer l'accord au Hamas. Cela renforcera la position de l'Égypte et de l'Autorité palestinienne, tout en affaiblissant celle du Hamas. Les acteurs qui ont toujours joué un rôle de perturbateurs dans le cadre des efforts visant à éliminer le contrôle du Hamas sur la bande de Gaza – le Qatar, la Turquie et l'Organisation des Nations unies (ONU) – ne devraient pas être impliqués dans l'élaboration ou la mise en œuvre de ce plan alternatif.

La proposition devrait être présentée au Hamas comme une offre à prendre ou à laisser, assortie d'un calendrier court et rigide pour son acceptation et sa mise en œuvre, afin de priver l'organisation de toute possibilité de saboter le processus en le faisant traîner. Si le Hamas refuse le cadre ou le sape par des manœuvres dilatoires, Israël, avec ses partenaires, réagira et agira comme il le jugera opportun.

Les avantages du plan alternatif proposé

Ce plan a plusieurs mérites.

1. Il offre une chance raisonnable d'éviter l'expansion et la prolongation de la guerre, des développements qui mettent en danger la vie des otages et des soldats, sont controversés au sein de l'opinion publique israélienne, ont un prix économique élevé, et risquent d'entraîner Israël dans des allégations de crimes de guerre et une nouvelle détérioration diplomatique et juridique sur la scène internationale.

2. Il offre une voie pour mettre fin à la guerre, dans le but de libérer les otages et de dégager les ressources nécessaires pour que le pays puisse se rétablir.

3. Il met fin au règne du Hamas à Gaza et crée les conditions de son désarmement.

4. Il façonne une nouvelle réalité sécuritaire à Gaza et dans le sud d'Israël.

5. Il incite à des réformes au sein de l'Autorité palestinienne.

6. Il confie la responsabilité principale de Gaza aux acteurs régionaux qui recherchent la stabilité, puis à l'Autorité palestinienne. Ces acteurs devront prouver leur capacité à stabiliser Gaza, dans le but de l'intégrer dans une nouvelle architecture régionale qui assure la sécurité, la stabilité et la prospérité des partenaires régionaux.

7. Il améliore les conditions nécessaires à la normalisation entre Israël et les États arabes sunnites, et à l'élargissement des accords d'Abraham.

8. Il renforce le rôle de l'Égypte en tant que pilier stratégique dans la région.

9. Il affaiblit l'influence du Qatar et de la Turquie sur la scène palestinienne.

10. Il renforce le statut régional et international d'Israël, tout en lui permettant d'obtenir la légitimité nécessaire pour mener une nouvelle action militaire à Gaza si l'alternative proposée est rejetée ou échoue.

11. Il réduit les tensions entre le gouvernement et le commandement militaire israéliens, et améliore la capacité à convaincre l'opinion publique qu'un effort sincère est fait pour libérer les otages.

Conclusion

À l'heure actuelle, prisonnier d'une pensée binaire, Israël est confronté à deux alternatives sombres : soit occuper la bande de Gaza, avec le lourd fardeau que cela représente et le grave risque que cela fait courir aux otages, soit accepter le Hamas comme force dominante dans la bande de Gaza et céder à la plupart de ses conditions en échange de la libération des otages, ce qui reviendrait à capituler.

Ce dilemme est aggravé par la grave érosion de la légitimité et du statut internationaux d'Israël, et par l'aggravation des divisions sociales et politiques au sein du pays.

Contrairement à cette réalité apparemment binaire, une voie alternative est possible, qui intègre les dimensions militaires et politiques dans un cadre plus sophistiqué. Cette approche, qui implique Israël, les États arabes modérés et l'Autorité palestinienne, neutraliserait l'influence du Hamas sur l'avenir de Gaza en s'appuyant sur une légitimité régionale et internationale déjà existante.

Cette alternative présente un potentiel important pour parvenir à une issue optimale à la guerre à Gaza, du point de vue des intérêts d'Israël : démanteler le Hamas, libérer les otages et garantir la responsabilité d'Israël à Gaza en matière de sécurité afin d'y contrer de futures menaces. Enfin, elle permettrait de créer les conditions nécessaires au renouvellement du processus de normalisation entre Israël et ses voisins. Cette normalisation serait la pierre angulaire d'une nouvelle architecture

régionale, dans laquelle Israël jouerait un rôle central.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

1. L'INSS est le principal *think tank* dédié aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires d'Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, ses notes seront régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.
2. Luc Bronner, « Israël se prépare à occuper toute la bande de Gaza », *Le Monde*, 8 août 2025.